



Bundesministerium
der Verteidigung

**Discours de la
ministre fédérale de la Défense,
Annegret Kramp-Karrenbauer,
à l'université Helmut-Schmidt/
université de la Bundeswehr
le 17 novembre 2020
à Hambourg**

Seul le prononcé fait foi.

Monsieur le professeur,
chers membres de la direction de l'université,
messieurs les officiers généraux,
mesdames et messieurs,
mais surtout vous, chers étudiants,

Une fois encore, nous devons nous plier au virus et tenir cette réunion dans l'espace virtuel.

Néanmoins, je suis heureuse de pouvoir vous parler et discuter avec vous pour la première fois aujourd'hui. Je remercie vivement tous ceux qui ont permis cela.

Mesdames et messieurs,

Nous vivons actuellement un moment d'une portée majeure. Sous nos yeux, la situation stratégique globale évolue, se précise et apparaît clairement.

Les résultats des élections présidentielles aux États-Unis d'Amérique nous ont mis face à d'anciens défis et nous ont offert de nouvelles possibilités dans le domaine de la politique internationale, y compris la politique de sécurité et de défense.

Cela donne aujourd'hui aux Européens l'occasion de montrer que nous voulons saisir cette opportunité et comment nous entendons le faire.

Dans le Haut-Karabakh, l'Azerbaïdjan et l'Arménie viennent de mener la première véritable guerre des drones de l'histoire – avec de graves conséquences pour la partie vaincue.

La Chine vient de conclure avec quatorze autres États de la région indopacifique le plus grand accord de libre-échange au monde. Cet accord passé dans la région économique la plus dynamique du globe illustre le déplacement du pouvoir dans le monde vers le Pacifique.

Dans le même temps, la Russie continue imperturbablement à s'armer et même à se réarmer constamment en systèmes de missiles conventionnels et à charge nucléaire – dans le voisinage direct de l'Union européenne, à proximité immédiate de la frontière est de l'OTAN.

L'équilibre stratégique et potentiellement l'équilibre nucléaire en Europe s'en trouvent bouleversés.

Tout cela se passe alors que la pandémie de coronavirus continue à se propager à l'échelle mondiale. Nous ne pouvons pas encore prévoir toutes les conséquences économiques, politiques, sociales et stratégiques de ce minuscule virus.

Lors d'un webinaire commun organisé il y a deux semaines, mon homologue australienne, M^{me} Linda Reynolds, a prononcé une phrase très pertinente à mes yeux. Elle a dit : « Les femmes ministres de la Défense ont d'abord pour mission de considérer le monde sans état d'âme, tel qu'il est – et non pas tel que nous aimerions le voir ». Cela n'est pas toujours facile pour nous, Allemands.

Cependant, si nous faisons bien notre travail, nous pouvons contribuer à ce que l'Allemagne et l'Europe se développent en matière de politique extérieure et de sécurité dans la direction que nous avons choisie.

C'est pourquoi il faut saluer le consensus en faveur de « davantage de responsabilité » pour l'Allemagne et l'Europe qui existe aujourd'hui à travers tous les camps politiques.

Mais ce consensus signifie-t-il également que l'on peut et doit confronter les habitants du pays à des vérités – parfois désagréables – découlant de cette responsabilité accrue ?

Celui qui pense qu'il ne peut le faire ou qu'il ne doit pas le faire est arrogant. Il ne respecte pas les êtres humains. Il les traite comme des personnes mineures.

Les citoyennes et les citoyens d'une démocratie ont le droit aux vérités désagréables.

En effet, si en Allemagne nous voulons passer d'un consensus en faveur de davantage de responsabilité à un consensus en faveur d'une action concrète, si nous ne voulons plus parler abstraitement de l'idée selon laquelle l'Allemagne doit faire plus mais que nous voulons mettre en œuvre cette idée concrètement, cela n'est possible qu'avec la légitimation démocratique conférée par les citoyennes et les citoyens.

Les défis sont manifestes et la concurrence internationale entre systèmes l'est aussi.

Quelques États opposent au modèle occidental de société ouverte, à la démocratie et à l'État de droit un autre modèle qui est absolument incompatible avec nos valeurs.

Au moyen de différentes méthodes, certains renforcent de manière agressive leur influence en Europe pour participer au gouvernement de nos pays et de nos institutions.

Des systèmes autoritaires sont en voie d'expansion sur le plan économique, social et militaire et s'évertuent à réécrire et à défigurer le droit international.

Des routes commerciales et des chaînes logistiques sont sous pression.

Dans le cyberspace, une multitude d'attaques sont menées quotidiennement par des États eux-mêmes ou des acteurs proches d'États ; bon nombre d'entre elles sont dirigées contre les institutions de notre démocratie ou contre des infrastructures critiques.

Des systèmes d'armes ultramodernes – d'essaims de drones conduits par l'IA à des missiles hypersoniques quasiment impossibles à contrer jusqu'à présent – sont déjà employés ou le seront bientôt.

Malheureusement, le quotidien est marqué par des crises et des guerres, y compris dans notre voisinage européen.

Dans le même temps, le terrorisme, en particulier islamiste, reste un fléau pour tous les êtres humains partout dans le monde.

Trente ans après la fin de la guerre froide, nous devons le reconnaître : la fin de la guerre froide n'était pas la fin de l'histoire. La paix ne règne pas partout. Notre sécurité, notre prospérité, notre cohabitation paisible sont réellement menacées.

À cela s'ajoutent des incertitudes fondamentales qui se font actuellement sentir au sein même de l'OTAN et de l'UE :

- À quel point les États-Unis d'Amérique sont-ils fiables ?
- Les menaces perçues sont-elles les mêmes partout en Europe ? À Riga ou à Stockholm par exemple, on ne regarde pas la Russie de la même façon qu'à Paris ou à Rome.

- À quel point l'Allemagne elle-même est-elle déterminée ?
- En Europe, pouvons-nous nous faire confiance les uns envers les autres quand le besoin s'en fait sentir ?

Et en fin de compte, la covid 19 aura également des conséquences sur la politique de défense. Les budgets de défense à venir auront pourtant besoin d'une croissance saine. En effet, les menaces et défis que j'ai évoqués continuent d'exister pendant la pandémie.

Mesdames et messieurs,

Pour répondre à cette évolution, nous avons besoin d'ouverture et de sincérité dans le débat.

J'aimerais y apporter ma contribution en tant que ministre compétente.

Un monde interconnecté nécessite une conception politique interconnectée. Nous avons besoin d'une bonne coordination des politiques étrangère, de sécurité, de défense, de développement et du commerce si nous, l'Allemagne et l'Europe, souhaitons à l'avenir améliorer notre aptitude en matière de politique mondiale et si une diplomatie de défense efficace doit émerger de nos capacités.

C'est la raison pour laquelle j'ai proposé l'année dernière, à l'université de la Bundeswehr de Munich, la création en Allemagne d'un conseil de sécurité national.

Entretemps, en cette année 2020 particulière, toute une série d'événements ont montré à quel point un tel instrument serait utile pour la coordination et le développement de stratégies. La crise du coronavirus en fait partie.

Je suis sûre que cela sera discuté lors de prochaines négociations de coalition.

Je me réjouis que le gouvernement fédéral ait fixé des orientations globales relatives à l'Indopacifique, qui englobent en particulier la politique de sécurité et de défense. L'importance stratégique de cette région est ainsi pleinement reconnue.

Une coopération accrue en matière de politique de défense et de sécurité donne corps au multilatéralisme si important pour nous et renforce le partenariat avec nos amis en Australie, au Japon, en Corée du Sud ou à Singapour.

L'Allemagne se fait plus présente, par exemple par l'augmentation du nombre d'officiers de liaison et, l'année prochaine, par un navire de la marine allemande, si la covid 19 le permet.

Nous nous engagerons clairement en faveur de nos valeurs, intérêts et partenaires.

Mesdames et messieurs,

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Allemagne vit d'une stabilité qu'elle a instaurée conjointement avec ses voisins européens et les États-Unis.

Pour la liberté, la paix et le bien-être des habitants de notre pays, nous avons toujours eu et avons toujours besoin d'alliés.

Les États-Unis d'Amérique ont été et restent le principal allié en matière de politique de sécurité et de défense. Et ils le resteront dans un avenir proche. Sans les capacités nucléaires et conventionnelles de l'Amérique, l'Allemagne et l'Europe ne peuvent pas se protéger. C'est un constat.

L'institut londonien renommé RUSI estime que les États-Unis fournissent actuellement les trois quarts de l'ensemble des capacités de l'OTAN.

Ils fournissent 70 % de ce que l'on appelle les « catalyseurs stratégiques », à savoir par exemple le renseignement, les hélicoptères, le ravitaillement en vol et la communication par satellite.

La quasi-totalité des capacités de défense de l'OTAN contre les missiles balistiques vient des États-Unis. Et bien entendu les États-Unis fournissent la très grande majorité des capacités de dissuasion nucléaire.

Près de 76 000 militaires américains servent en Europe, et cela sans compter les forces que les États-Unis enverraient en renfort en cas de conflit.

Compenser tout cela prendrait des décennies selon des estimations sérieuses et ferait passer nos budgets de défense actuels pour modestes, à tout le moins.

Nous avons donc tout intérêt à ce que l'Amérique continue de se préoccuper de la défense de l'Europe tandis qu'elle déplace dans le même temps son effort stratégique vers l'Asie.

Le meilleur moyen d'y parvenir est de faire nous-mêmes plus pour notre propre sécurité. Ce n'est que si nous prenons au sérieux notre propre sécurité que l'Amérique en fera de même.

C'est d'ailleurs ce que vient de faire remarquer le président français, et je suis d'accord avec lui.

En même temps, je ne peux que souligner ce que le président fédéral Frank-Walter Steinmeier a déclaré il y a quelques jours à l'occasion du 65^e anniversaire de la Bundeswehr :

« Miser sur la seule Union européenne signifierait pousser l'Europe à la division. Nous allons continuer à avoir un besoin urgent du partenaire le plus fort et le plus important de l'Alliance. Mais seule une Europe qui veut et peut se protéger elle-même de façon crédible a les meilleures chances de maintenir les États-Unis dans l'Alliance ».

C'est bien de cela qu'il s'agit à présent. Nous devons résoudre ce paradoxe : nous restons dépendants des États-Unis sur le plan de la politique de sécurité tout en devant assumer à l'avenir davantage ce que les Américains ont jusqu'à présent assuré pour nous.

L'idée d'une autonomie stratégique de l'Europe est excessive si elle alimente l'illusion que nous pourrions assurer sécurité, stabilité et prospérité en Europe sans l'OTAN et sans les États-Unis.

En revanche, s'il s'agit de pouvoir aussi agir de façon autonome en tant qu'Européens quand il en est de notre intérêt commun, alors c'est notre objectif commun et cela correspond à notre compréhension commune de la souveraineté et de la capacité d'action.

La France et l'Allemagne souhaitent que les Européens puissent à l'avenir agir avec autodétermination et efficacité quand il le faut.

Nous souhaitons que l'Europe soit pour les États-Unis un partenaire fort, d'égal à égal, et non un protégé devant être secouru.

Le nouveau président américain Joe Biden doit voir et sentir que c'est précisément ce à quoi nous aspirons.

Il est important à mes yeux que nous, Européens, soumettions à la future administration Biden une proposition commune, un *New deal*.

Du point de vue de la politique de défense allemande, il est pour moi essentiel :

- que nous augmentions nos capacités de défense et, à cet effet, que nous renforçons de façon fiable les budgets de défense malgré le coronavirus ;
- que l'Allemagne assure son rôle dans la dissuasion nucléaire de l'OTAN ;
- qu'en ce qui concerne la Chine, un agenda commun à l'Europe et aux États-Unis soit possible et voulu là où ceci est compatible avec nos intérêts.

Tout ceci s'intègre parfaitement dans nos ambitions en Europe : nous souhaitons que l'Europe ait plus de capacités, au sein de l'OTAN et en tant qu'Union européenne.

C'est précisément pour cela que l'Allemagne a fait avancer pendant sa présidence du Conseil d'importants projets de l'UE :

- sur la base d'une analyse commune des menaces, nous élaborons une boussole stratégique pour une orientation claire en matière de politique de sécurité ;
- tirant les enseignements du coronavirus, nous renforçons la coopération de nos services de santé. Le commandement médical européen est renforcé, d'ailleurs en coopération avec des alliés de l'OTAN ;

- la solution des États tiers pour la CSP, notre coopération européenne structurée en matière de sécurité, permet d'associer des partenaires précisément non européens ;
- et avec la Facilité européenne pour la paix, nous cherchons une solution européenne appropriée pour pouvoir équiper de manière adéquate les forces armées partenaires que nous formons.

Une force armée européenne, comme certains la proposent de nouveau, est une vision parmi beaucoup d'autres. Quoi qu'on en pense, si l'on veut faire ce grand pas, il faut systématiquement faire tous les petits pas qui le précèdent. Cela commence par le respect des engagements existants, au sein de l'OTAN et de l'UE.

Cela implique nécessairement de ne pas seulement invoquer de façon abstraite la capacité d'action de l'Europe mais aussi d'investir concrètement en elle, de voter concrètement pour elle, de la mettre en évidence par des actes concrets.

Le coût d'une autonomie stratégique au sens d'un détachement complet vis-à-vis des États-Unis serait d'ailleurs sans commune mesure avec les deux pour cent du PIB auxquels nous nous sommes engagés au sein de l'Alliance atlantique.

Mesdames et messieurs,

Nous devons devenir plus européens pour rester transatlantiques. Pour cela, l'Allemagne doit commencer par soi-même. Nous ne pouvons pas le déléguer.

Nos efforts en ce sens sont déjà visibles, dans la disponibilité opérationnelle, dans la défense nationale et collective, en opération extérieure, dans la montée en puissance des effectifs, dans l'acquisition d'équipements.

Et aussi, du reste, en tant qu'acteur de la diplomatie de défense internationale qui nous permet d'être en position de force pour agir en faveur de la liberté, de la paix et de la résolution des conflits – que ce soit par notre présence au sein de l'OTAN, par le renforcement des capacités ou par des observateurs militaires.

Tout cela, la Bundeswehr le fait déjà.

Parallèlement, je le dis avec insistance : le ministère de la Défense seul ne peut faire en sorte que notre fiabilité en tant qu'allié en matière de politique de sécurité et de défense soit améliorée.

Il s'agit là d'une tâche politique globale. Aussi la ligne de conduite financière du budget de défense doit-elle être une préoccupation commune du gouvernement.

Je peux donc très bien imaginer lors de législatures à venir de suivre l'exemple d'autres pays européens et de voter une loi de programmation militaire fixant le financement de notre sécurité pour plus d'une année et sur le long terme, et ce afin que la sécurité soit moins sujette à la conjoncture et à l'atmosphère du moment et qu'elle soit considérée en permanence comme une tâche absolument centrale de l'État.

Mesdames et messieurs,

Lorsque nous parlons de l'argent nécessaire à assurer notre sécurité, il convient, là aussi, de porter un œil critique et réaliste sur le monde tel qu'il est.

Permettez-moi donc d'exprimer une vérité inconfortable : l'Allemagne doit satisfaire à des exigences accrues qui évoluent en termes de qualité.

Par conséquent, nous devons en permanence revoir nos planifications en fonction de cela.

Par le passé, nous étions contraints à fixer des priorités notamment en raison de moyens budgétaires limités. Aujourd'hui, c'est une situation mondiale en rapide évolution qui nous y oblige. Quelle exigence est plus importante que d'autres ? Quelle exigence est actuellement la plus pressante ? Nous allons définir cela très précisément. Il ne sera plus possible de donner à chacun ce dont il rêve.

Je pense qu'une bonne coordination au sein de l'Alliance est importante dans ce contexte. Nous restons des partenaires qui s'appuient mutuellement. Et nous ne devons pas économiser sur nos capacités de coopération en opérations et, bien évidemment, encore moins sur la sécurité de nos militaires !

Ceci me mène à un point central : je ne donnerai pas mon accord pour financer des projets majeurs au détriment de l'équipement de base et des moyens assurant le fonctionnement au quotidien.

C'est une erreur que la Bundeswehr a commise pendant les dernières décennies et qui a très profondément affecté les forces armées. Ceci ne doit pas se répéter.

De nouveaux projets majeurs – aussi intéressants qu’ils paraissent et même s’il serait souhaitable de disposer des capacités qu’ils promettent – ne pourront être réalisés que si la programmation financière prévoit des moyens supplémentaires ou qu’en contrepartie d’autres projets majeurs ne seront pas réalisés.

C’est la raison pour laquelle j’apprécie que nous ayons réussi lors des négociations budgétaires en cours à nous accorder sur le fait de donner dès maintenant à certains de ces projets une perspective de financement à moyen terme ; ceci concerne

- l’Eurofighter,
- l’hélicoptère NH90,
- l’Eurodrone.

Cette démarche a un effet positif sur les forces armées ; elle montre notre fiabilité vis-à-vis de nos alliés et fait avancer l’autonomie européenne, les capacités industrielles et la technologie tout en étant un exemple concret de responsabilité assumée en commun par le gouvernement fédéral et le parlement.

Chers étudiants,

Certains d’entre vous sont déjà des officiers, d’autres ont encore un statut d’élève officier. Vous allez tous bientôt avoir une influence sur le devenir de la Bundeswehr.

Vous avez sciemment opté pour une carrière exigeante et une fonction dans laquelle il s’agit de servir. Vous allez être nombreux à assumer une part de responsabilité en ce qui concerne l’évolution stratégique de notre pays.

Vous vous êtes sûrement rendus compte déjà que de grandes organisations complexes telles que la Bundeswehr ont tout à fait tendance à se concentrer sur elles-mêmes.

Cette tendance existe également en Allemagne et en Europe pendant que le monde évolue à une vitesse vertigineuse et que d'autres le transforment en fonction de leurs idées et nous mettent devant le fait accompli également dans notre voisinage immédiat.

Mesdames et messieurs,

Nous devons conjointement diriger notre regard vers le monde au lieu de nous limiter à le porter sur nous-mêmes. J'ai l'ambition – et nous devons tous avoir cette ambition – que l'Allemagne et l'Europe participent activement à façonner leur voisinage et l'ordre mondial.

Que nous ne perdions absolument pas de vue les intérêts que nous avons, la manière dont nous les servons, les objectifs que nous poursuivons dans le monde et la façon d'y parvenir en coopération avec d'autres.

Je souhaite que vous vous habituiez tôt à avoir ce regard, à l'élargir constamment et à ne jamais le perdre quel que soit l'échelon auquel vous êtes affecté, que vous soyez un jeune chef militaire ou un représentant du niveau de la politique militaire.

Ceci nécessite votre curiosité et votre ouverture d'esprit ainsi que nos propositions de formation en matière de géopolitique et de géostratégie.

C'est précisément à ce point que je tiens à intervenir avec une initiative dont le but consiste à renforcer ce regard et donc à intensifier la

formation géopolitique et géostratégique des personnels militaires et civils de la Bundeswehr.

Mesdames et messieurs,

Les militaires font partie de l'Allemagne non seulement en tant que membres d'une institution ou d'un organe constitutionnel.

Les femmes et les hommes portant l'uniforme ont naturellement leur place dans toute la société. Ceci se manifeste notamment à travers l'assistance que les militaires prêtent en ce moment dans le contexte de la pandémie du corona virus.

Plus de 7 700 membres de la Bundeswehr – tendance à la hausse – soutiennent actuellement environ 280 services d'hygiène ainsi que de nombreux hôpitaux, maisons de retraite et maisons de soins dans toute l'Allemagne.

Les militaires sont là pour notre pays et les citoyennes et citoyens en sont conscients.

Les femmes et les hommes portant l'uniforme appartiennent à cette société également en tant que citoyennes et citoyens, voisins et semblables. Ils se sont engagés à donner, dans le pire des cas, plus à cette société que d'autres.

Celui qui promet de défendre courageusement notre pays et notre démocratie, même en mettant en péril sa santé, voire sa vie, mérite un respect particulier.

Mesdames et Messieurs,

Helmut Schmidt, qui a donné son nom à votre université, a écrit un jour :

« Je suis d'avis que les problèmes du monde et de l'humanité ne peuvent être résolus sans idéalisme. Toutefois, je crois qu'il convient d'être en même temps réaliste et pragmatique. »

Je vous souhaite que ce mélange sain d'idéalisme et de réalisme vous serve de référence tout au long de votre carrière au sein de la Bundeswehr et que vous réussissiez à établir un bon équilibre entre les deux.

Maintenant, je me réjouis de répondre à vos questions et de m'entretenir avec vous.

Je vous remercie.